

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité, Travail, Progrès

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE



CTB NIGER

RAPPORT ANNUEL 2011

*PROGRAMME D'APPUI À
L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À
LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX*
PAAPSSP

NER 08 026 11

1	FICHE PROJET	5
2	RÉSUMÉ	6
2.1	APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.2	POINTS SAILLANTS	6
2.3	RISQUES CLÉ	6
2.4	RECOMMANDATIONS CLÉ	7
2.5	LEÇONS APPRISSES	8
3	ANALYSE DE L'INTERVENTION	9
3.1	CONTEXTE.....	9
3.1.1	<i>Evolution du contexte</i>	9
3.1.2	<i>Ancrage institutionnel</i>	9
3.1.3	<i>Modalités d'exécution</i>	9
3.1.4	<i>Dynamique « Harmo»</i>	10
3.2	OBJECTIF SPÉCIFIQUE	10
3.2.1	<i>Indicateurs</i>	10
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
3.2.3	<i>Risques et hypothèses</i>	11
3.2.4	<i>Critères de qualité</i>	12
3.2.5	<i>Impact potentiel</i>	12
3.2.6	<i>Recommandations</i>	13
3.3	RÉSULTAT 1	13
3.3.1	<i>Indicateurs</i>	13
3.3.2	<i>Bilan activités</i>	14
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
3.3.4	<i>Risques et hypothèses</i>	15
3.3.5	<i>Critères de qualité</i>	15
3.3.6	<i>Exécution budgétaire</i>	16
3.3.7	<i>Recommandations</i>	16
3.4	RÉSULTAT 2	16
3.4.1	<i>Indicateurs</i>	16
3.4.2	<i>Bilan activités</i>	17
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3.4.4	<i>Risques et hypothèses</i>	18
3.4.5	<i>Critères de qualité</i>	18
3.4.6	<i>Exécution budgétaire</i>	19
3.4.7	<i>Recommandations</i>	19
3.5	RÉSULTAT 3	19
3.5.1	<i>Indicateurs</i>	19
3.5.2	<i>Bilan activités</i>	20
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
3.5.4	<i>Risques et hypothèses</i>	21
3.5.5	<i>Critères de qualité</i>	21
3.5.6	<i>Exécution budgétaire</i>	21
3.5.7	<i>Recommandations</i>	22
4	THÈMES TRANSVERSAUX	23
4.1	GENRE	23
4.2	ENVIRONNEMENT	23
5	DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL & SUIVI	24
6	LEÇONS APPRISSES	26
7	ANNEXES	27
7.1	CADRE LOGIQUE	27
7.2	ACTIVITÉS M&E	37
7.3	RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)"	37
7.4	BÉNÉFICIAIRES	37

Abréviations

Acronyme	Définition
3N	Les nigériens nourrissent les nigériens
AE	Accord d'exécution
AT	Assistant Technique
AT - MTD	Assistants Techniques de Maradi, Tahoua et Dosso
ATIt	Assistant Technique International – thématique (Florent Cornu)
ATN	Assistant Technique National
CCD	Cadre de Concertation Départementaux
CMB	Centre de Multiplication du Bétail
COFOCOM	Commission foncière communale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CT	Collectivités Territoriales
DDE	Directeur Départemental de l'Élevage
DRE	Direction Régionale de l'Élevage
DTF	Document Technique et Financier
GAR	Gestion Axés sur Résultats
INRAN	Institut National de Recherche Agronomique du Niger
LNC	Limite Nord des Cultures
ND	Non Déterminé
MEL	Ministère d'élevage
MP	Marché public
OPel	Organisation Professionnelle d'éleveur
PAD	Plan d'Aménagement Départemental
PAR	Plan d'Action Régional (SDR)
PAP	Plan d'aménagement Pastoral
PDS	Prestation De Service
POF	Planification Opérationnelle et Financière
PTF	Partenaire Technique et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agricultures
Rep Ner	Représentation de la CTB Niger
SAP	Schéma d'Aménagement Pastoral
SCR	Structures du Code Rural
SDR	Stratégie de Développement Rural
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNV	Service néerlandais de développement
SPCR	Secrétariat Permanent du Code Rural
SPR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TDR	Termes de Référence
UGP	Unité de Gestion du Programme
UGR	Unité de Gestion régionale

Tableau de rappel de l'interprétation des critères de notation.

Critère	Interprétation
Efficacité	le degré selon lequel l'objectif spécifique est atteint tel que prévu à la fin de l'année N
Efficience	le degré selon lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe (appréciation pour l'ensemble de l'intervention)
Durabilité	le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention). Cela inclut le degré de probabilité selon laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques.
Pertinence	le degré selon lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

A : Très satisfaisant	Aucun effort supplémentaire n'est requis.
B : Satisfaisant	Davantage d'efforts doivent être fournis
C : Insatisfaisant	1 prendre des mesures est nécessaire
D : Très insatisfaisant	prendre des mesures est indispensable
X	le critère ne pouvait être mesuré
++	Les activités sont en avance
+	Les activités sont dans les délais
-	Les activités ont un retard de 3 à 6 mois
--	Les activités ont un retard de plus de 6 mois

1 Fiche projet

Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux PAAPSSP	
Financé par	Royaume de Belgique République du Niger
Agence(s) d'Exécution	Agence Belge de Développement (CTB)
Ministère de Tutelle	Ministère de l'élevage MEL
Code Navision (numéro d'intervention)	NER 08 026 11
Lieu(x) du Projet / Programme	Dosso, Tahoua, Maradi
Date de signature de la Convention Spécifique	10/12/2009
Date de Démarrage effective du Projet	18/08/2010
Date de fin du Projet selon CS	18/08/2014, fin de la phase d'exécution
Durée	Durée selon C.S : 5 ans - 60 mois Durée effective : 4 ans - 48 mois
Budget	11 000 000 € (contribution belge) 2 178 184 € (contribution nigérienne) 336 098 € (collectivité et population)
Secteur(s) + code CAD	Code sectoriel DTF 31 163
Régie / Cogestion / Appui budgétaire	Régie : 2 043 300 Euro Cogestion : 8 956 700 Euro
Taux d'exécution financier au 31/12/2011	16 % (hors engagements) 21 % (avec engagements)
Ordonnateur national	Secrétaire Général du Ministère : Mr Diamoitou G Boukari
Responsable national	Mr Abdou Amadou
Co-ordonnateur	Représentant Résident de la CTB : Mr Olivier Heck
Co-responsable CTB/ Assistant Technique CTB	Chabbert Jacques (ATiC), Cornu Florent (ATi)
Groupes cibles	Organisations des éleveurs et agro-pasteurs
Objectif Global	Améliorer la performance du secteur de l'élevage au Niger et contribuer à la réduction de la pauvreté rurale
Objectif Spécifique	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi
Résultats attendus	Résultat 1 : Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.
	Résultat 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé
	Résultat 3 : Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées

2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficienc	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	B	B	C
Résultat 1	A	B	B
Résultat 2	B	C	B
Résultat 3	B/C	C	C

Budget (en €)	Dépense 2010	Dépense 2011	Dépenses totales au 31/12/2011	Solde budget	Taux d'exécution
11 000 000	417 713	1 373 202	1 790 915.26	8 662 984.82	16%

2.2 Points saillants

Les points saillants de l'année 2011 sont principalement :

1. la mise en place et le « rodage » du fonctionnement des équipes et le recrutement S&E
2. la réalisation d'études de capitalisation pour affiner les stratégies à mettre en œuvre, notamment dans le domaine des aménagements et de l'intégration des éleveurs dans les instances de décisions
3. la sélection définitive des sites d'aménagement à travers un processus participatif
4. la mise en œuvre des premiers accords d'exécution avec les parties prenantes
5. l'équipement des parties prenantes pour renforcer leurs capacités d'intervention sur le terrain

2.3 Risques clé

Liens avec le résultat	Risque (décrire) * En rouge, gras et italique l'adjectif précise le risque rédigé dans le DTF	Probabilité (score) au 31/12/2011	Incidences potentielles.		Niveau de Risque (score)
			Décrire	Score	
R1	<i>Retard dans la</i> mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau régional	moyenne	Les structures régionales de la SDR, groupe cible du PAAPSSP ne sont pas en mesure d'assumer leurs rôles dans la coordination du développement régional	fort	Moyenne ment élevé (C)
R1	<i>Faible</i> capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD	moyenne	L'approche programme n'arrive pas à être mise en œuvre	fort	Moyenne ment élevé (C)
R1	<i>Ralentissement du</i> processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels	moyenne	La logique d'intervention est remise en cause	fort	Moyenne ment élevé (C)

R1	Retard dans la mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées communes et régions	moyenne	Les collectivités élues ne sont pas fonctionnelles et ne peuvent pas assumer leurs rôles de maître d'ouvrage	moyen	Moyenne ment élevé (C)
R2	Ralentissement de la politique engagée avec le Code Rural	moyenne	Difficultés pour la sécurisation foncières des espaces et ressources pastorales	fort	Moyenne ment élevé (C)
R2	Difficultés à exécuter les travaux d'aménagement de qualité dans les délais impartis. (Nouveau)	Moyenne	Impossibilité d'atteindre un des résultats du PAAPSSP qui est la réalisation d'infrastructures	fort	Élevé (D)
R3	Remise en cause de la politique de privatisation des services vétérinaires	moyenne	Développement d'une dynamique de concurrence et non de synergie entre les services vétérinaires publics et privés ce qui nuit à la délivrance d'un service de qualité aux éleveurs	fort	Moyenne ment élevé (C)

Les risques relatifs à la mise en place et au fonctionnement des institutions de la SDR, des collectivités territoriales et du Code Rural ont comme incidences principales la difficulté d'agir en faveur du renforcement de leurs capacités dans le domaine de la coordination et de la planification des interventions dans le secteur de l'élevage.

2.4 Recommandations clé

Seules les recommandations clés sont présentées ici.

Les autres recommandations apparaissent dans les chapitres 3.2.6, .3.3.6, 3.4.6

Recommandations	Acteur	Deadline
Pour le fonctionnement du PAAPSSP, en lien avec le R2 Définir et mettre en œuvre une démarche d'intervention basée sur <u>l'analyse et la prévention des risques</u> liés à la réalisation des Marchés publics de travaux	PAAPSSP	Q1 2012
Pour atteindre l'Objectif Global, en lien avec le R1 Le PAAPSSP doit contribuer à adapter les <u>mécanismes de coordination régionales</u> des activités de développement pastoral (logique P12) en lien avec l'évolution des dynamiques institutionnelles régionales et nationales (SDR, 3N etc.) tout en poursuivant l'intégration des élus régionaux et communaux dans les processus de décisions relatifs au développement pastoral.	PAAPSSP et Instances de la SDR	Q2 2012
Pour atteindre le R2 Identifier les voies et moyens pour assurer un <u>renforcement institutionnel durable des structures du code rural</u> aux différents niveaux	PAAPSSP, MEL SPCR	Q1 2012

2.5 Leçons apprises

Leçons apprises	Public cible
<p>Après plus d'un an de mise en œuvre il est apparu que les parties prenantes ont de sérieuses difficultés pour assumer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage.</p> <p>En effet, tant les DREL, le Code Rural, le RECA que l'INRAN ont tous rencontré des difficultés pour exécuter et justifier, dans les délais, les différents AE élaborés et signés avec eux.</p> <p>Ces difficultés semblent être liées à l'insuffisance des ressources humaines de ces structures ce qui entraîne une faible maîtrise des procédures de gestion administratives, financières et comptables, y compris la réglementation sur les MP.</p> <p>Néanmoins cette approche contribue à renforcer leurs capacités par l'utilisation d'outils de gestion basés sur le code des marchés publics du Niger.</p> <p>Le montage institutionnel régional proposé dans le DTF, repose sur la mobilisation d'un ATN pour assister le DRE dans sa fonction de responsable régional du programme, cumulativement à ses autres fonctions.</p> <p>Ce très faible dispositif humain, est peu réaliste pour atteindre dans les délais et avec l'ensemble des parties prenantes les résultats escomptés notamment en matière de renforcement de capacité de pilotage et de mise en œuvre des actions de développement pastoral.</p>	<p>La CTB Niger et siège</p> <p>Le ministère de tutelle</p> <p>Les PTF</p>
<p>Les Cadres de Concertation Départementaux constituent des investissements « humains » au même titre que des investissements « physiques ».</p> <p>En effet la mobilisation des élus communaux, aux cotés des chefs traditionnels, des agents des services techniques, des membres des Opels et des autorités administratives pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dresser l'état des lieux des ressources pastorales, • identifier et prioriser les besoins d'aménagement, puis • sélectionner les ouvrages à réaliser dans le cadre du PAAPSSP, <p>permet de construire une vision commune des enjeux pastoraux.</p> <p>Cette vision doit faciliter la responsabilisation des différents acteurs tout au long du processus d'aménagement et de mise en valeur des espaces et ressources pastorales. Il est donc nécessaire de veiller à la qualité du processus d'animation.</p>	<p>La CTB Niger et siège</p> <p>Le ministère de tutelle</p> <p>Les parties prenantes du PAAPSSP</p> <p>Les PTF</p>

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.1 Evolution du contexte

L'année 2011 a été marquée par les éléments suivants :

- D'un point de vue politique et institutionnel :
 - Réussite des élections présidentielles et législatives permettant ainsi le retour à une vie constitutionnelle normale, favorable à la reprise des différentes coopérations.
 - Réussite des élections locales et mise en place des collectivités régionales et communales, ce qui permet d'amorcer la collaboration avec ces institutions.
 - Création de l'initiative 3 N, « les nigériens, nourrissent les nigériens », ce qui modifie le cadre fédérateur des dynamiques de développement rural.
- D'un point de vue écologique et économique :
 - Mauvaise saison hivernale, qui entraîne un déficit fourrager et céréalier sur l'ensemble de la zone d'intervention du programme.
- D'un point de vue sécuritaire :
 - Une dégradation des conditions sécuritaires dans l'ensemble de la zone d'intervention. Par conséquent les déplacements des ATI pour être en contact directement avec les groupes cibles sont impossibles.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Score: (Très approprié, Approprié, Peu approprié, Pas du tout approprié)

Le montage institutionnel est ambitieux dans le sens où il vise d'une part à :

- (1) renforcer les capacités des parties prenantes impliquées dans l'accompagnement des dynamiques pastorale et d'autre part à
- (2) exécuter à travers ces mêmes parties prenantes un important volume d'investissement en faveur des populations pastorales.

Le montage institutionnel proposé se base sur une logique « approche programme », qui suppose que les parties prenantes disposent des compétences nécessaires pour assumer le pilotage du programme.

Concrètement, au niveau régional un seul assistant technique et son chauffeur travaillent à plein temps sur le programme. Ceci est très peu face aux multiples activités à concevoir, mettre en œuvre et suivre à l'échelle régionale.

Les directeurs régionaux de l'élevage ont une charge de travail importante liée à leur fonction. Cumuler la coresponsabilité de la mise en œuvre du PAAPSSP et la fonction de directeur régional semble peu réaliste et opérationnel.

Pour la fonction de responsable national, un poste spécifique et permanent a été créé. Il semble nécessaire de revoir la composition des « équipes régionales » pour que le dispositif institutionnel soit étoffé notamment par la mise en place d'un point focal, tout en respectant l'approche programme et le renforcement des capacités.

3.1.3 Modalités d'exécution

Score: (Très approprié, Approprié, Peu approprié, Pas du tout approprié)

Mi 2011, il a été décidé de localiser l'UGP à Niamey et non plus dans l'une des régions. Cette décision repose sur un souci d'efficacité notamment par rapport aux temps et coûts

de transport nécessaire pour assurer les liaisons administratives entre l'UGP et le ministère, la représentation CTB ainsi que les nombreuses structures et projets partenaires. De plus la dégradation des conditions sécuritaires en fin d'année 2011, confirme la pertinence de ce choix.

La CTB applique les règles des marchés publics nigériens qui reposent sur de nombreuses étapes et entraînent des délais de mise en œuvre importants qui peuvent s'avérer difficilement compatible avec la durée d'exécution du programme qui est actuellement de moins de 30 mois.

La CTB et le Ministère de l'Elevage doivent trouver les voies et moyens pour faciliter la réussite des marchés publics dans les délais impartis. Cette réussite repose aussi sur une préparation et un suivi très précis des procédures des marchés au sein du PAAPSSP.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

Dans le cadre de l'harmonisation des interventions avec les politiques nationales et avec les autres partenaires au développement, le PAAPSSP initie et/ou participe à de nombreuses dynamiques de concertations aussi bien nationales que régionales. Dans ce cadre nous retenons principalement les actions suivantes :

- La tenue d'un cadre de concertation et d'harmonisation au sein des projets et programmes de la CTB intervenant dans la région de DOSSO.
- La tenue du comité de pilotage du programme 12 de la SDR, dont la Belgique est le chef de file, et la participation à la réunion de mise en place du cadre de concertation du sous secteurs de l'élevage.
- Dans le domaine de la santé animale, l'initiation et la participation aux réunions préparatoires conjointes entre les services vétérinaires privés et publics, suivies de séances de travail avec les autres partenaires techniques et financiers actifs dans le secteur (VSF, CICR, le programme ARIMel, etc.)
- Dans le domaine d'aménagements des espaces pastoraux, des conventions de collaboration sont signées avec l'ONG Heks Eper, le ZFD (service de développement allemand) et le projet APELDA de VSF Belgique.

3.2 Objectif spécifique

En attendant la validation par la SMCL du système de suivi/évaluation conforme à l'approche « GAR » et de ces nouveaux indicateurs, le rapport annuel 2011 reprend globalement la formulation des indicateurs et risques telle que consignée dans le DTF.

3.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique: Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur Cible année 2011	Valeur cible	Commentaires
<i>Proportion des surfaces pastorales aménagées et sécurisées à l'échelle de la région par rapport à la situation initiale</i>	ND					Les valeurs cibles ne sont pas déterminées dans le cadre logique du DTF. Elles seront précisées lors de la finalisation du Système de S&E.
<i>Grâce aux accords sociaux les conflits sont moins nombreux dans les espaces où</i>	ND					Idem

<i>les ressources pastorales sont critiques</i>						
<i>Rendement et volumes des principales productions animales</i>	ND					Idem

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

- Fin 2011, l'ensemble de sites d'intervention, bénéficiaires des aménagements pastoraux sont identifiés, priorisés et sélectionnés à travers un processus de concertation pluri-acteurs.
- Des travaux de capitalisation permettent de préciser les stratégies d'interventions dans le domaine des aménagements pastoraux.

3.2.3 Risques et hypothèses

Les risques et hypothèses ci-dessous ont été consignés dans le DTF.

- *Conditions climatiques extrêmes*
- *Instabilité politique*
- *Volonté de changement d'attitude et de comportement*
- *Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional*
- *Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées communales et régionales*

Risque (décrire) * En rouge, gras et italique l'adjectif précise le risque rédigé dans le DTF	Probabilité (score) au 31/12/2011	Incidences potentielles...		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
<i>Présence</i> de conditions climatiques extrêmes	élevée	Le fort déficit de production aussi bien fourrager que céréalier va modifier les mouvements des éleveurs. Ceci rendra plus difficile les prises de contacts et leurs implication sur des thèmes structurels, comme l'aménagement de l'espaces, le développement économique, le renforcement institutionnel des OPels, etc...	élevé	Élevé (D)
<i>Présence</i> d'instabilité politique	faible	Blocage des institutions nationales et locales, ralentissement des prises de décisions en lien avec le PAAPSSP.	moyen	Moyen (B)
<i>Mise en place</i> et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional non effectifs	moyenne	L'articulation entre le secrétariat Permanent régional de la SDR et les collectivités territoriales régionales est difficile à construire. Le PAAPSSP n'arrive pas à jouer son rôle de renforcement des capacités de planification.	moyen	Moyen (B)
<i>Non mise en place et</i> intégration des nouvelles assemblées décentralisées communales et régionales	faible	Absence des instances de décisions élues Difficulté d'opérationnaliser le partage des rôles et mandat entre l'assemblée régional, le SPR / SDR, et	moyen	Moyen (B)

		dans une moindre mesure les communes		
Dégradation des conditions sécuritaires (nouveau)	moyenne	Les contacts des ATI avec les groupes cibles sont impossibles sur une grande partie de la zone d'intervention	fort	Moyennement Élevé (C)

Risques climatiques : La campagne agro-sylvo-pastorale 2011 a été marquée par un fort déficit fourrager et céréalier brut respectivement de : 10 22 408 tonnes de Matière sèche (résultat campagne pastorale DDP/DGPIA/MEL oct / 2011) et 519 639 tonnes de céréales.

En septembre le MEL élabore un plan d'action pour faire face à la crise pastorale. Certaines de ses activités sont éligibles dans le cadre du PAAPSSP notamment dans le domaine de la santé animale (vaccination) et de l'aménagement des espaces pastoraux (lutte contre les feux de brousses, valorisation de la paille et aménagement des sites de productions fourragères).

Instabilité politique : La tenue de l'ensemble des élections a permis la mise en place des instances de décision à tous les niveaux (communes, région, national). Le PAAPSSP jouer son rôle dans leur renforcement de capacités. Le PAAPSSP intègre les collectivités régionales et communales dans les cadres de concertations et de planifications, dont elles sont les acteurs clés.

Fonctionnement des instances exécutives de la SDR ; le gouvernement de la 7^{ème} République a lancé l'initiative 3 N « les nigériens nourrissent les nigériens », qui tout comme la SDR, vise à améliorer l'efficacité et l'efficacé des actions dans les domaines du développement rural et de la sécurité alimentaire. Le PAAPSSP doit tenir compte de cette nouvelle dynamique institutionnelle notamment dans le cadre du résultat 1 lié à la planification et suivi du développement pastoral.

Dégradation des conditions sécuritaires ; la dégradation des conditions sécuritaires, exposent davantage les expatriés, ce qui oblige le PAAPSSP à adapter ses modalités d'interventions sur le terrain.

3.2.4 Critères de qualité

Les critères de qualité se focalisent prioritairement sur l'analyse du processus de planification et de concertation relatif aux aménagements pastoraux, qui constituent l'une des activités majeures du PAAPSSP au titre de l'année 2011.

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	En 2011, l'ensemble des aménagements pastoraux qui seront l'objet des investissements du PAAPSSP, sont identifiés et sélectionnés sur la base d'un processus participatif.
Efficience	B	L'approche participative a été facilitée par le développement d'outils standards (TDR, Budgets, grille d'analyse et de rapportage des problématiques pastorales, etc.). Ce processus participatif contribue au renforcement des capacités des acteurs impliqués et responsabilisés dans sa mise en œuvre.
Durabilité	B	Les outils de planification produits lors des CCD (Schéma et plan d'aménagement pastoral) constituent une base durable pour échanger sur l'évolution des besoins et des interventions dans le domaine de l'aménagement pastoral. La remise de l'ensemble des données aux acteurs locaux (SPR, COFODEP, Communes..) et l'appui à la tenue de rencontre régulières de bilan renforcent la durabilité de l'intervention.
Pertinence	B	Les cadres de concertation ont permis aux nouveaux élus de bien s'imprégner des enjeux pastoraux au niveau de leurs collectivités.

3.2.5 Impact potentiel

Les actions menées par le PAAPSSP en 2011 ont permis de préciser et de prioriser les

besoins d'appui dans le domaine de la planification des aménagements et de la valorisation des productions pastorales. Ceux-ci améliorent la visibilité et la compréhension des problématiques pastorales et à travers elles, une prise en compte durable de ses enjeux.

Le processus de concertation a regroupé une diversité d'acteurs ayant des intérêts divergents sur l'utilisation et l'exploitation des ressources pastorales. La concertation a aboutie à un consensus sur la priorisation et la planification des aménagements à réaliser sur financement du PAAPSSP.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
<p>Liées aux conditions climatiques. <i>Le PAAPSSP doit répondre de façon structurante à la dégradation des conditions climatiques, notamment en mettant l'accent (1) sur la protection, production et valorisation des ressources fourragères, (2) sur les dynamiques de commercialisation des productions pastorales, (3) sur la facilitation des concertations des différents acteurs impliqués dans les systèmes pastoraux.</i></p> <p>Recommandation Le PAAPSSP doit élaborer une « stratégie d'intervention » qui explique comment il intègre le risque climatique, sans pour autant modifier les objectifs et la démarche retenus dans le DTF.</p>	3.2.3	PAAPSSP	Q1- 2012
<p>Liées aux conditions sécuritaires <i>DEFIS ; les ATI doivent garder un contact proche du terrain sans pouvoir y aller</i></p> <p>Recommandation Identifier et mettre en application un mécanisme efficace et efficient de supervision régulière des activités. Ceci peut passer entre autre par la mobilisation régulière de personnes ressources externe, comme cela a été fait dans le cadre de l'opération pare-feux 2010-2011. Augmenter les moyens et canaux de communications entre les groupes cibles et les ATI. Identifier avec la représentation les modalités à mettre en œuvre.</p>	3.2.3	PAAPSSP / Représentation	Q1-2012
<p>Liée à la mise en œuvre du Programme</p> <p>Recommandation Renforcer le processus de Coaching et d'assistance technique des différentes parties prenantes pour accélérer la mise en œuvre des activités et notamment des Accords d'exécution de façon qualitative.</p>		PAAPSSP	Q1 2012

3.3 Résultat 1

3.3.1 Indicateurs

Résultat 1: Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.						
Indicateurs (tels que définis dans le DTF)	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur Cible année 2011	Valeur cible	Commentaires
<i>Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est élaborée par les acteurs en fin</i>	0	0	0	1	1	L'élaboration des PAR appuyés par d'autres PTF sont à des niveaux de finalisation différent. Dosso/

<i>d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR. et les aspects genre et environnement</i>						validé, Maradi/ en cours de validation, Tahoua en cours d'élaboration. Pour élaborer sa stratégie, le PAAPSSP a mené (1) une étude sur l'intégration des éleveurs mobiles dans les instances de décisions et (2) une étude sur la caractérisation des systèmes pastoraux.
<i>Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR.</i>	0	0	0	3	9	Les plans d'action sont liés à la finalisation des PAR
<i>Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage.</i>	ND					Les valeurs cibles ne sont pas déterminées dans le cadre logique du DTF. Elles seront précisées dans le système de S&E.
<i>Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées.</i>	ND					Le PAAPSSP n'aura pas d'influence sur la composition des conseils élus. L'indicateur sera revu et précisé.

3.3.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires <i>(uniquement si la valeur est - ou - -)</i>
	++	+	-	--	
A111 : Un diagnostic et une planification du programme 12 sont élaborés par les acteurs régionaux			X		De façon générale les activités sont liées aux dynamiques SDR appuyées par d'autres PTF. Néanmoins le PAAPSSP a impliqué les communes et régions pour l'élaboration des schémas d'aménagement pastoraux (SAP)
A112 : L'évaluation- planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs communaux et régionaux			X		L'évaluation-planification annuelle du programme 12 aura lieu en 2012, sur la base des schémas (SAP) et plan d'aménagement pastoraux (PAP) réalisés en 2011
A113 : Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien avec la SDR au niveau régional			X		Idem A112

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

La mise en place des communes et conseils régionaux a été effective à partir du deuxième semestre 2011. Le PAAPSSP a de ce fait impliqué les niveaux communaux et régionaux dans les processus de concertation et de sélection des sites à aménager. 73 des 134 communes de la zone d'intervention ont été impliquées dans le processus soit 54%.

3.3.4 Risques et hypothèses

Les risques liés aux structures de la SDR et des collectivités territoriales ont été globalement traités au point 2.3 de l'objectif spécifique. Nous apportons ici quelques information et éclairages complémentaires.

Risque (décrire) * En rouge, gras et italique l'adjectif qualifie le risque rédigé dans le DTF	Probabilité (score) au 31/12/2011	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Retard dans la mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau régional	moyenne	Les structures clés de la SDR au niveau régional ne sont pas en mesure d'assumer leurs rôles dans la mise en œuvre du développement régional. Le PAAPSSP aura plus de difficultés pour renforcer leurs capacités d'intégration des problématiques pastorales.	fort	Moyenne ment élevé (C)
Retard dans la mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département et région	faible	Les collectivités élues ne sont pas suffisamment fonctionnelles. Le PAAPSSP ne peut pas développer avec elles leurs capacités à intégrer le pastoralisme dans leurs outils d'aides à la décision.	moyenne	Moyenne (B)
Absence de synergie des intervenants au niveau régional	moyenne	Risque de duplication des interventions	moyen	Moyenne (B)
Faible capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD	moyenne	L'approche programme n'arrive pas à être mise en œuvre comme prévu. De ce fait les besoins de ressources humaines pour la mise en œuvre du PAAPSSP en sont modifiés.	fort	Moyenne ment élevé (C)
Ralentissement du processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels	moyenne	La logique d'intervention est remise en cause. Le PAAPSSP n'a pas les moyens financiers et humains nécessaires à l'appui global de la régionalisation.	fort	Moyenne ment élevé (C)
Absence d'implication forte du niveau central dans le suivi des expériences régionales	moyenne	Manque d'appropriation et faible duplication des expériences et outils développés dans le cadre du PAAPSSP	faible	Faible (A)

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	A	Malgré la dynamique institutionnelle d'installation tardive des CT, le PAAPSSP a fortement impliqué et responsabilisé les parties prenantes dans ses activités de planification (CCD et SAP)
Efficienc	B	Le peu de ressources humaines dont dispose le PAAPSSP dans les régions sont bien valorisées pour accompagner les activités de planification (CCD et SAP)
Durabilité	B	Les processus de planification menés par les acteurs locaux contribuent à renforcer leurs capacités.
Pertinence	B	La planification participative doit faciliter la mise en œuvre et l'appropriation des aménagements sur le terrain

3.3.6 Exécution budgétaire

Le budget total du résultat 1 est de 686 684 euro. Au 31 décembre 2011 le montant exécuté est de 141 324.67 euro.

Le taux d'exécution budgétaire pour ce résultat est :

- 21% exécuté,
- 22% engagé.

3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
<p>Rappel des risques Retard dans la mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau régional</p> <p>Faible capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD</p> <p>Lenteur du processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels</p> <p>Recommandation Le PAAPSSP doit préciser les limites sa propre intervention dans la mise en œuvre et le renforcement des mécanismes de coordination des activités de développement pastoral (logique P12) en lien avec l'évolution des dynamiques institutionnelles régionales (SDR, 3N etc.)</p>	3.3.4	SMCL - PAAPSSP	Q2 2012
<p>Rappel des risques Retard dans la mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département et région</p> <p>Recommandation poursuivre et renforcer l'intégration des élus régionaux et communaux dans les processus de décisions relatifs au développement pastoral.</p>	3.3.4	PAAPSSP	continue

3.4 Résultat 2

3.4.1 Indicateurs

Résultat 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur Cible année 2011	Valeur cible	Commentaires
% de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales).	0		10 + 2	6 dossiers pastoraux tests		10 départements ont fait l'objet de Schéma d'aménagements pastoraux 2 départements (Tchinta et Abalalk) ont fait l'objet de schémas d'aménagement en hydraulique pastorale
Superficie des aires de pâturages	ND		675 km	1 850 km de pare feux	ND	Le nombre de Km de pare feux est inférieur à la

<i>aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés.</i>			4 puits pastoraux sont en cours de fonçage			prévision car il y a eut un changement d'approche en cours d'exécution
<i>Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés.</i>	ND		80 Km de couloir de passage en cours de balisage (dép. Mayahi)	ND		
<i>Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres.</i>	ND		0	Les Opels partenaires ont élaborés un programme de formation		Un AE avec les CRA est en cours d'exécution. Il doit permettre de sélectionner les OPel partenaires et de faciliter la mise en place de plates forme régionales inter OPels.
<i>100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues pour cet objectif spécifique.</i>	ND		0	30% des COFOCOM installée recyclées 75% des communes sans COFOCOM ont bénéficiée d'aide à la mise en place		La collaboration avec les structures du Code Rural est suspendue en attendant la clôture de l'AE relatif à la limite nord des cultures

3.4.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est - ou - -)
	++	+	-	--	
A211 : Des organisations d'éleveurs et d'éleveuses sont intégrés et renforcés dans la mise en œuvre du programme 12.		X			L'AE est en cours d'exécution avec les CRA, qui préparent la collaboration avec les OPels.
A212 : Des initiatives locales d'aménagement et de gestion de l'espace pastoral à l'échelle communale et intercommunale sont appuyées.		X			Des travaux de balisage et fonçage sont en cours à Mayahi. Les SAP sont élaborés.
A213 : Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés au niveau communal et intercommunal.				X	Activités suspendue en lien avec les difficultés de clôture de l'AE relatif à la limite nord des cultures

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Au titre de l'année 2011, la principale activité menée dans le cadre du R2 est la sélection des sites à aménager et le lancement des premiers chantiers dans le département de Mayahi. En effet, le processus de priorisation débuté en avril 2011, s'est clôturé en décembre par la validation régionale des sites d'aménagement pastoraux à réaliser par le PAAPSSP.

Dans le cadre de la collaboration avec les OPels, l'AE signé avec le RECA en 2011 prépare le processus de pré qualification et de sélection des OPels partenaires. La collaboration avec le RECA et les CRA se poursuivra en 2012 notamment pour mettre en œuvre les mécanismes d'appuis aux OPels.

La collaboration avec les structures du Code Rural a connu quelques difficultés à cause d'un important retard accusé par le SP/CR dans le processus d'exécution et de clôture de l'AE relatif à la limite nord des cultures. Ces difficultés bloquent et peuvent remettre en cause les possibilités globales de collaboration entre PAAPSSP et les structures du code rural (SP/CR COFODEP et COFOCOM). Néanmoins les collaborations initiées au niveau local continuent d'être mises en œuvre notamment avec les Cofodep de Boboye et Mayahi, et les SPR Maradi et Dosso.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire) * En rouge, gras et italique l'adjectif qualifie le risque rédigé dans le DTF	Probabilité (score) au 31/12/2011	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Ralentissement de la politique de décentralisation et de déconcentration	faible	Remise en cause des capacités locales de décision	moyen	Faible (A)
Manque du respect des droits des citoyens par les acteurs institutionnels	faible	???	faible	Faible (A)
Ralentissement de la politique engagé avec le Code Rural	moyenne	Difficultés pour le PAAPSSP à assoir un mécanisme durable de sécurisation foncières des espaces et ressources pastorales	fort	Moyennement élevé (C)
Difficultés à exécuter les travaux d'aménagement de qualité dans les délais impartis. (nouveau)	moyenne	Retard dans la réalisation des ouvrages et dans la mise en œuvre des activités connexes (<i>système de gestion, contrôle de mise en valeur, gestion sociale de l'eau...</i>)	fort	Moyennement élevé (C)

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	L'ensemble des besoins d'aménagements est exprimé et confirmé à l'issu d'un processus de concertation pluri acteurs.
Efficienc	C	Malgré les moyens mis à leurs disposition à travers les AE, le RECA et le SPCR éprouvent des difficultés à mettre en œuvre les activités qu'ils identifiés et contractualisées avec le PAAPSP.
Durabilité	B	Les processus de concertation contribuent au renforcement durable des capacités des acteurs locaux et à la production, à l'appropriation et à l'actualisation d'outils de planification pour l'ensemble des instances de décisions.
Pertinence	B	La concertation préalable aux travaux d'aménagements est nécessaire pour faciliter l'obtention du consensus des bénéficiaires et utilisateurs des ouvrages à réaliser

3.4.6 Exécution budgétaire

Le budget total du résultat 2 est de 5 573 180 euro. Au 31 décembre 2011 le montant exécuté est de 501 215.38 euro.

Le taux d'exécution budgétaire pour ce résultat est :

- 9 % exécuté,
- 15 % engagé.

L'exécution de ce résultat repose principalement sur la réalisation des travaux d'aménagement. Ils ne peuvent commencer qu'après (1) la sélection participative des sites d'intervention, le processus a été mené tout au long du deuxième semestre 2011, et (2) la réalisation d'études sociales et techniques préalables qui se dérouleront tout au long du premier semestre 2012.

3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
<p>Rappel des risques <i>Révision de la politique engagé avec le Code Rural</i></p> <p>Recommandation Trouver les voies et moyens pour assurer un renforcement institutionnel durable des structures du code rural aux différents niveaux</p>	3.4.4	PAAPSSP - SMCL	Q1 2012
<p>Rappel des risques <i>Difficultés à exécuter les travaux d'aménagement de qualité dans les délais impartis.</i></p> <p>Recommandation Définir et mettre en œuvre une démarche d'intervention basée sur l'analyse et la prévention des risques liés à l'élaboration et à la réalisation des Marchés publics des travaux notamment par la mise en place d'un dispositif de suivi à tous les niveaux</p>	3.4.4	PAAPSSP	Q1 2012

3.5 Résultat 3

3.5.1 Indicateurs

Résultat 3 : Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées						
Indicateurs	Valeur 'Baseline'	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Valeur Cible année 2011	Valeur cible	Commentaires
<i>Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.</i>	8	0	8 contrats d'appuis à la vaccination sont passés avec les SVPP installée 3 AE sont mis en œuvre avec les DRel	Un document stratégique d'intervention en faveur des SVPP et de la couverture vaccinale est élaboré et sa mise en œuvre amorcée	11	Le programme vise à augmenter 3 SVPP, soit 2 dans la région de Maradi et 1 à Dosso.
<i>Nombre d'expériences novatrices et adaptées de</i>	ND		Un AE avec l'INRAN est en cours sur les aspects			L'AE avec l'INRAN doit produire des propositions

<i>valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique</i>			économie pastorale			d'intervention dans 4 domaines de l'économie pastorale
<i>Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécète et Maradi réalisés</i>	ND		Le document stratégique des CMB est validé lors d'un atelier national.			
<i>Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales est mis en place.</i>	ND		Une mission bilan / perspectives avec les coopératives mises en place par AZAWAK et chèvre rousse est menée.			Un projet d'AE CMB et Eleveurs sélectionneur est en cours de finalisation

3.5.2 Bilan activités

Activités <i>(Voir lignes directrices pour l'interprétation des scores)</i>	Déroulement				Commentaires <i>(uniquement si la valeur est - ou - -)</i>
	++	+	-	--	
A311 : <i>La santé animale est améliorée</i>		X			
A312 : <i>Les productions animales sont valorisées.</i>				X	L'AE avec l'INRAN devait fournir des pistes d'interventions mais les résultats tardent à venir...
A313 : <i>Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré</i>		X			

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

La dynamique de collaboration, services vétérinaires publics / privés, est testée dans le cadre de la campagne nationale de vaccination du cheptel. 3 AE sont élaborés avec les DRE et un contrat d'appui signé avec chacun des 8 SVPP de la zone d'intervention. L'ensemble des activités sont mises en œuvre dans le cadre d'une synergie avec les partenaires intervenants dans le domaine de la santé animale.

L'AE avec l'INRAN visait à étudier 4 filières liées à l'économie pastorale (lait, viande séchée, marchés à bétail et banque aliment du bétail) et à proposer des pistes d'intervention. A ce jour aucune donnée n'a été transmise au PAAPSSP.

Le plan d'action triennal des CMB a été validé en avril 2011. Un AE pour le renforcement des éleveurs sélectionneurs est en cours de signature. Il fait suite à la mission bilan / perspectives des acquis des projets AZAWAK et chèvres rousses réalisée en juillet.

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire) * En rouge, gras et italique l'adjectif qualifie le risque rédigé dans le DTF	Probabilité (score) au 31/12/2011	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
<i>Remise en cause</i> de la politique de privatisation des services vétérinaires	nulle	Impossibilité pour le PAAPSSP de contribuer au développement d'une synergie entre les services vétérinaires publics et privés ce qui nuit à la délivrance d'un service de qualité aux éleveurs	moyenne	Moyen (A)
<i>Absence de</i> volonté des services publics d'évoluer dans leurs nouvelles fonctions de contrôle	faible	Concurrence entre les publics / privés ce qui rend impossible pour le PAAPSSP de faciliter les synergies	moyen	Faible (A)
<i>Non</i> renforcement de la fiscalité locale au profit des communes et des OPels	moyenne	Les communes et les OPels ne disposent pas de leurs propres moyens financiers pour investir dans le domaine de la valorisation des productions pastorales. Le PAAPSSP devra prendre en compte la totalité du financement sans attendre des contres parties	faible	Faible (A)

3.5.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Le processus de collaboration privés/publics dans le domaine de la santé animale est lancé. Les pistes d'interventions dans le domaine de l'amélioration génétique, sont clairement définies et font l'objet d'un projet d'AE.
	C	Dans le domaine de l'économie pastorale, les limites de la collaboration avec l'INRAN sont testées. De nouvelles pistes sont à trouver avec d'autres partenaires.
Efficience	C	L'obtention des résultats a été lente, mais a mobilisé très peu de moyens financier et humain.
Durabilité	C	Les pistes de collaborations service vétérinaires Privés / Publics semblent durables.
Pertinence	D	La prise en compte des attentes réciproques des éleveurs et des services techniques peut ne pas être optimale pour les éleveurs.

3.5.6 Exécution budgétaire

Le budget total du résultat 3 est de 2 236 700 euro. Au 31 décembre 2011 le montant exécuté est de 310 116.59 euro.

Le taux d'exécution budgétaire pour ce résultat est :

- 14 % exécuté,
- 23 % engagé.

3.5.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
<p>Rappel du risque <i>Remise en cause de la politique de privatisation des services vétérinaires</i></p> <p>Recommandation Renforcer le processus de concertation publics/privés dans le domaine de la santé animale, par la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain du type ; campagnes de vaccination / formation / animation et sensibilisation etc....</p>	3.5.4	PAAPSSP	Continue
<p>Rappel du risque <i>Intervention dans le domaine « économie pastorale »</i></p> <p>Recommandation Mettre en œuvre une approche et un partenariat dans le domaine « économie pastorale » plus « opérationnel » et favorable aux éleveurs</p>	3.5.5	PAAPSSP	Q1 2012

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

Suite à la formation « genre » reçu par l'UGP en novembre 2011, il est apparu que le PAAPSSP est de type « aveugle genre » avec une faible orientation vers le GED « genre et développement ». En effet les activités menées peuvent avoir une influence « genre » sans vouloir pour autant intervenir sur l'évolution des rapports de genre.

La stratégie genre du PAAPSSP est en cours d'élaboration. Elle doit permettre d'améliorer sa capacité à prendre en compte et à influencer les rapports de genre dans tous ses résultats.

4.2 Environnement

L'impact sur l'environnement constitue l'un des éléments clé de l'intervention du PAAPSSP. En effet la plus part des activités des résultats 1 et 2 visent à améliorer la qualité de l'environnement à travers la planification, l'aménagement et la sécurisation de l'accès aux espaces et ressources pastorales.

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Timing de décision	État
La mise en place du système de suivi/évaluation dans la logique GAR liée avec la SDR est prévue au cours du premier semestre 2011. Les prochains documents de planification devront intégrer le format GAR.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP		En retard
Les données existantes sont transmises par le DREIA de Tahoua au PAAPSSP. Il devra établir son système de monitoring afin de poursuivre à Tahoua et étendre l'expérience PASEP dans les autres régions d'intervention	SMCL n°3 février 2011	DRE / PAAPSSP		Fait
Produire une planification 2011-2014 des actions d'aménagement. Etablir un tableau de suivi des marchés et accord d'exécution « critiques », > à 100 000 000 Fcfa.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP		Fait
Les échanges entre le PAAPSSP et le ministère doivent se poursuivre pour préciser ce qui peut être fait dans le cadre du PAAPSSP et ce qui relève du programme ARI.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP / MEL		Fait
Le PAAPSSP doit être en mesure de présenter à la prochaine SMCL une stratégie d'intégration des thèmes transversaux.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP	Q1 – 2012	En retard
L'équipe du programme, la DEP et la direction générale des productions animales, doivent tenir des séances de travail afin d'identifier les modalités de mise en œuvre des Etudes d'impacts environnementales dans le cadre du PAAPSSP.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP / DEP / DGPA		En cours Un projet de TDR existe mais doit être finalisé et validé par le BEI
Dans le cadre de la mise en place du système d'évaluation du personnel, la SMCL instruit le PAAPSSP : 1) D'accélérer l'établissement des cahiers des charges, grilles d'évaluation et des protocoles d'accords avec les Directions régionales des ressources animales. 2) De finaliser la lettre d'entente relative à la mise à disposition du responsable national. 3) De présenter à la prochaine session ordinaire l'état de mise en place du système d'évaluation du personnel.	SMCL n°3 février 2011	PAAPSSP		Point 1 et 2 fait.
Le PAAPSSP doit mettre en place	SMCL n°4	PAAPSSP		En cours

un système de suivi des financements apportés par la contrepartie Nigérienne et présenter systématiquement dans les différents rapports et lors de chaque SMCL le niveau d'exécution effectif de cette contribution.	juillet 2011			
Afin de mieux partager les résultats de la campagne pare feu 2010-2011, le PAAPSSP doit diffuser le document de capitalisation , rédigé par BADAMASSI JARRIRI, à l'ensemble des membres de la SMCL.	SMCL n°4 juillet 2011	PAAPSSP		Fait
Un bilan de la mise en œuvre de l'AE devra être réalisé par le PAAPSSP et SP/CNCR afin d'identifier les causes des retards constatés dans la mise en œuvre de cet accord et l'absence de communication de la part de la SP/CNCR à ce sujet envers le Projet.	SMCL n°4 juillet 2011	PAAPSSP / SP/CNCR		Fait. Rencontre du 7 octobre
Le versement de l'indemnité est conditionné par la capacité des SAF à effectuer les tâches qui leur sont demandées. L'évaluation en cours doit être finalisée par le RAF. Elle doit permettre de statuer sur l'option idéale en matière d'affectation des moyens (par exemple, injection de moyens pour assurer les formations/renforcement des capacités dans un 1er temps pour mettre les SAF en capacité de pleinement répondre à leur cahier des charges).	SMCL n°4 juillet 2011	RAF PAAPSSP		Fait, mission du RAF en juillet, formation des SAF en décembre
Le PAAPSSP doit élaborer le projet de Règlement Intérieur de la SMCL sur base des orientations arrêtées à présenter pour validation à la prochaine réunion de SMCL. Le MEL doit prendre un arrêté rectificatif qui intègre les modifications retenues.	SMCL n°4 juillet 2011	PAAPSSP / MEL		En cours il n'y a pas eut de prochaine SMCL

6 Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
<p>Après plus d'un an de mise en œuvre il est apparu que les parties prenantes ont de sérieuses difficultés pour assumer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage.</p> <p>En effet, tant les DREL, le Code Rural, le RECA que l'INRAN ont tous rencontré des difficultés pour exécuter et justifier, dans les délais, les différents AE élaborés et signés avec eux.</p> <p>Ces difficultés semblent être liées à l'insuffisance des ressources humaines de ces structures ce qui entraîne une faible maîtrise des procédures de gestion administratives, financières et comptables, y compris le règlementation sur les MP.</p> <p>Néanmoins cette approche contribue à renforcer leurs capacités par l'utilisation d'outils de gestion basés sur le code des marchés publics du Niger.</p> <p>Le montage institutionnel régional proposé dans le DTF, repose sur la mobilisation d'un ATN pour assister le DRE dans sa fonction de responsable régional du programme, cumulativement à ses autres fonctions.</p> <p>Ce très faible dispositif humain, est peu réaliste pour atteindre dans les délais et avec l'ensemble des parties prenantes les résultats escomptés notamment en matière de renforcement de capacité de pilotage et de mise en œuvre des actions de développement pastoral.</p>	<p>La CTB Niger et siège</p> <p>Le ministère de tutelle</p> <p>Les PTF</p>
<p>Les Cadres de Concertation Départementaux constituent des investissements « humains » au même titre que des investissements « physiques ».</p> <p>En effet la mobilisation des élus communaux, aux cotés des chefs traditionnels, des agents des services techniques, des membres des Opels et des autorités administratives pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dresser l'état des lieux des ressources pastorales, • identifier et prioriser les besoins d'aménagement, puis • sélectionner les ouvrages à réaliser dans le cadre du PAAPSSP, <p>permet de construire une vision commune des enjeux pastoraux.</p> <p>Cette vision doit faciliter la responsabilisation des différents acteurs tout au long du processus d'aménagement et de mise en valeur des espaces et ressources pastorales. Il est donc nécessaire de veiller à la qualité du processus d'animation.</p>	<p>La CTB Niger et siège</p> <p>Le ministère de tutelle</p> <p>Les parties prenantes du PAAPSSP</p> <p>Les PTF</p>

7 Annexes

7.1 Cadre Logique

Titre du Projet: Programme d'appui à la mise en œuvre du Programme 12 de la SDR dans les régions de Maradi, Tahoua et Dosso			
OBJECTIF GLOBAL	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale	Réduction de la vulnérabilité des ménages de pasteurs et d'agro-pasteurs, indice de pauvreté, genre spécifique Amélioration des revenus des éleveurs et éleveuses par réduction des pertes d'animaux et amélioration de la productivité des troupeaux <u>Contribution des productions animales au PIB agricole</u> Niveau de régénération des aires de pâturages	Système de suivi régional de la SDR et de la SRP Enquête initiale et de contrôle de situation de l'économie des éleveurs par type de système Rapports techniques de suivi et d'évaluation	
OBJECTIF SPECIFIQUE DU PROGRAMME	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi	<u>Proportion des surfaces pastorales aménagées et sécurisées à l'échelle de la région par rapport à la situation initiale</u> Grâce aux accords sociaux les conflits sont moins nombreux dans les espaces où les ressources pastorales sont critiques <u>Rendement et volumes des principales productions animales</u>	Rapports de suivi interne de l'organisation Documents PDC, PAR et PAD Rapports de suivi et d'évaluation de l'intervention Etude des changements dans les relations sociales	Instabilité politique Volonté de changement d'attitude et de comportement Conditions climatiques extrêmes Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département et région
RESULTATS	INDICATEURS		MOYENS DE VERIFICATION
R1. Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12	Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est élaborée par les acteurs en fin d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR. et intégrant les aspects genre et environnement Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR.		Rapports du programme et document de stratégie

PAAPSSP rapport annuel 2011

<p>dans les trois régions considérées.</p>	<p>Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage. Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées.</p>	<p>PAR Document annuel de suivi évaluation mise en œuvre programme 12 par Région</p>
<p>R2. Le développement local, et la sécurisation de l'accès aux ressources naturelles des systèmes pastoraux (OS1)</p>	<p>% de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (<u>cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales</u>). <u>Superficie des aires de pâturages aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés.</u> <u>Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés.</u> Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres. <u>100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues pour cet objectif spécifique.</u></p>	<p>Dossiers communaux, SAF et dossier communal SAF et dossier communal Rapport des OP et CRA Rapport SPR-CR</p>
<p>R3. L'amélioration et la valorisation des productions des systèmes pastoraux (OS2)</p>	<p><u>Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.</u> Nombre d'expériences novatrices et adaptées de valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécètène et Maradi réalisés Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales est mis en place.</p>	<p>Document de stratégie Rapport des DREIA Rapport de capitalisation Rapport d'évaluation expériences Plan de gestion des centres Document de politique Liste des membres du réseau</p>

Résultat 1: Les capacités de planification, de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions concernées

SOUS -RESULTAT RA.1.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<p>Un diagnostic et une planification du programme 12 , qui tient compte des aspects genre et environnement, sont élaborés par les acteurs régionaux à l'échelle communale, départementale et</p>	<p>Un Plan d'action de qualité du programme 12, intégrant les PDC, PAD et PAR , et prenant en compte les aspects genre et environnement, est élaboré.</p>	<p>Document de programme, PDC, PAD et PAR Enquêtes et interview auprès des partenaires en fin d'année 2 et fin</p>	<p>Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional</p>

PAAPSSP rapport annuel 2011

régionale.	DRE/IA reconnue dans l'animation du processus par les acteurs.	d'année 3	Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département-région
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A1. Organisation de la démarche de planification communale et régionale pour l'élaboration de la stratégie du programme 12, qui tient compte des aspects genre et environnement, dans chaque Région (mission d'appui et test avec les acteurs)		Expertise ponctuelle /mission d'appui : méthodologie et outils	40.000€
A.2. Formation pour le renforcement des capacités de pilotage et d'animation du programme 12 des équipes régionales		Niveau d'efficacité des équipes régionales (Formation-animation et logistique)	20.424€
A.3. Organisation d'ateliers locaux et régionaux pour l'élaboration du programme 12 dans la région		Ateliers (134 au niveau communal / 19 au niveau départemental et 3 au niveau régional)	69.920€
A.4. Renforcement capacités de partenariat des DRE/IA pour la mise en œuvre des priorités prog. 12		Formation des partenaires communaux et départementaux : animation et logistique	13,800€
A.5. Equipements et fonctionnement nécessaires à l'animation et au suivi de la mise en œuvre du programme 12 dans la région et à sa pleine imbrication avec le PAR,		Équipement en moyens de communication et de déplacement,	299.200€
SOUS-RESULTAT RA.1.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
L'évaluation-planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs régionaux aux échelles communales, départementales et régionales	Plan d'action programme 12 évalué et ajusté par année et par région Augmentation des actions d'appui à l'élevage dans la région	Document de plan d'action annuel Document de suivi annuel DREIA, PDC, PAD et PAR	Synergie des intervenants au niveau régional Capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. organisation d'ateliers communaux et régionaux pour l'évaluation-planification annuelle prog 12 dans la région		Animation et logistique ateliers au niveau commune/département/région	139.840€
A.2. participation et soutien aux comités de pilotage du PAR de la SDR,		Logistique CP SDR	16.500 €
A.3. organisation de séances d'information et de concertations au niveau régional avec les différents intervenants et PTF concernés par le programme 12,		Animation et logistique	4.560€

SOUS-RESULTAT RA.1.3	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien avec la SDR au niveau régional.	<p>Une contribution significative apportée par les OP et les communes dans les données fournies pour le suivi évaluation.</p> <p>Le débat sur l'analyse des effets provoque des décisions de révisions de la stratégie et des actions.</p> <p>Les données nécessaires au niveau national sont fournies au SP-SDR via le SPR-SDR et le MEIA</p>	<p>Liste des personnes formées au suivi-évaluation</p> <p>Comptes rendus de rencontres et du CPR-SDR, études spécifiques</p> <p>Rapport annuel de suivi</p>	<p>Poursuite du processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels</p> <p>Implication forte du niveau central dans le suivi des expériences régionales</p>
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. réalisation d'une enquête initiale et de contrôle de situation de l'économie des éleveurs par type de système par région		Rapports (Enquête initiale + année 4 dans chaque région)	22.200€
A.2. renforcement des capacités des équipes régionales dans l'évaluation, la capitalisation et l'élaboration de stratégies opérationnelles		Rapports (Missions d'appui : Expertise spécifique) documents	18.000€
A.3. suivi coordination inter-régionale par la DEP du ME/IA, à travers des missions de suivi régulières dans chaque région et l'analyse des documents transmis par ces directions régionales		Rapports (Mission de suivi : Logistique de déplacement)	24.000€
A.4. organisation d'ateliers thématiques de capitalisation des actions menées dans le cadre du programme 12		Animation et logistique ateliers	18.240€

Résultat 2: L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé

(= OS1 du PA Programme 12 : Développement local et sécurisation de l'accès aux ressources naturelles des systèmes pastoraux)

SOUS-RESULTAT RA.2.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Des organisations d'éleveurs et d'éleveuses sont intégrés et renforcés dans la mise en œuvre du programme 12. (RA.1.1. prog 12)	<p><u>Nombre d'organisations d'éleveurs et d'éleveuses appuyées.</u></p> <p><u>Nombre de centres de services installés.</u></p> <p><u>Nombre de projets initiatives des organisations d'éleveurs appuyées, genre spécifique.</u></p> <p><u>Nombre de forum de prévention des conflits, foires pastorales.</u></p>	<p>Rapport de la DRE/IA et des CRA</p> <p>Rapports DRE/IA et CRA</p> <p>Comptes rendus des fora</p>	<p>Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration.</p> <p>Renforcement du respect des droits des citoyens par les acteurs</p>

			institutionnels.
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Organisation d'ateliers annuels et mise sur pieds d'une plate-forme régionale ou départementale des organisations d'éleveurs		Rapports (Ateliers: Animation et logistique)	9.120€
A.2. Renforcement et soutien à l'organisation des Chambres Régionales d'Agricultures et à leur mise au service des organisations d'éleveurs		Salaires 3 conseillers/animateurs Équipement	99.240€
A.3. Mise en place d'un système de gestion du fonds d'initiatives en faveur du renforcement des organisations des éleveurs		Document (Appui manuel de procédures simples) Formation comité d'octroi.	7.200€
A.4. Pré-qualification des organisations éligibles au fonds d'initiatives		Animation et logistique	4.500€
A.5. Appui au montage de projet et suivi de leur mise en œuvre par les Opel		Appui conseil	22.800€
A.6. Organisation de sessions trimestrielles des comités d'octroi + financement		Fonds d'initiatives OPs Organisation comités d'octroi : logistique/méthodologie	379.680€
A.7. Organisation des comités d'évaluation des initiatives des Opel soutenues		Rapports (Animation et logistique)	18.000€
SOUS-RESULTAT RA.2.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Des initiatives locales d'aménagement et de gestion de l'espace pastoral à l'échelle communale et intercommunale sont appuyées. (RA.1.4-1.5-1.6. prog. 12)	<u>Nombre de plans d'aménagement communaux des ressources pastorales et cartographie des RP</u> <u>Nombre (Km) de couloirs de passages, de pistes à bétail, d'aires de repos, de zones d'accueil matérialisées,</u> <u>Nombre de cadres de concertation créés, ou redynamisés et fonctionnels</u> <u>Km de pare-feu réalisés</u> <u>Nb. de points d'eau réalisés et réhabilités</u> Nb. d'ha sous conventions locales de gestion	Rapports DREIA Dossier communal des COFOCOM Dossier communal des COFOCOM Comptes rendus des conseils communaux et des COFODEP Dossier communal des COFOCOM	Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration Bon déroulement des élections communales et départementales Renforcement du respect des droits des citoyens par les acteurs institutionnels

PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT	MOYENS	COUTS
A.1. Appui à la planification de l'aménagement des ressources pastorale à l'échelle communale et intercommunale	Rapports Conseil Ateliers : animation et logistique	129.420€
A.2. Evaluation capitalisation des expériences d'aménagement et de gestion des aires de	Consultance nationale	15.060€

PAAPSSP rapport annuel 2011

pâturages (y compris méthodes de lutte contre envahissement par <i>Sida cordifolia</i>)		Atelier	
A.3. Appui à la faisabilité sociale, environnementale et technique des aménagements projetés		Déplacement/appui-conseil	72.000€
A.4. Mise sur pieds du dispositif de décision et de gestion de ces subventions à l'aménagement communal		Expertise nationale + internationale Appui conseil	26.500€
A.5. Financement, mise en œuvre des aménagements et de la gestion d'aires de pâturages dégradées, aménagements de mares de zones de plateaux, puits pastoraux en lien avec les axes de transhumance, sécurisation de stations de pompage en zone pastorale grâce à l'aménagement de contre-puits)		Financements aménagements pastoraux du fonds d'appui, appui conseil aux procédures de passation et de suivi des marchés	3.091.000€
A.6. Organisation d'un système de suivi de la mise en œuvre et de la gestion des aménagements		Déplacements	27.000€
SOUS-RESULTAT RA.2.3	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés au niveau communal et intercommunal (RA.1.3.)	<u>Nombre de COFOCOM appuyées</u> <u>Nb. de supports de vulgarisation conçus</u> <u>Niveau d'application des textes sur les droits des éleveurs par les acteurs institutionnels</u>		Poursuite de la politique engagée avec le Code Rural Validation de la nouvelle Loi Pastorale par la nouvelle assemblée nationale
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Identification des espaces intercommunaux stratégiques à accompagner en vue de l'aménagement et de la gestion des ressources pastorales en concertation avec les autres intervenants et sous la responsabilité du SPR-CR		Rapports (Animation concertation)	0€
A.2. Renforcement du réseau des structures du Code Rural dans les communes d'intervention (formation et équipement)		Rapports (Appui conseil aux COFOCOM et logistique Appui conseil aux COFODEP et logistique)	258.000€
A.3. Appui méthodologique et logistique à la préparation des plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales au niveau communal et intercommunal		Rapports (Formations et apprentissage)	3500€
A.4. Facilitation des processus de sécurisation des espaces pastoraux dans la construction des accords sociaux sur l'affectation et la gestion des espaces et des aménagements pastoraux : points d'eau pastoraux, délimitation des couloirs de passage		Rapports (Appui conseil et logistiques ; 30 sites/région)	27.000€
A.5. Appui à la maîtrise d'ouvrage par les COFODEP des travaux de balisage des espaces sécurisés, et suivi des mécanismes de passation des marchés de travaux de balisage		Rapports (Accompagnement travaux balisage +/-1500 km)	1.050.000€
A.6. Enregistrement et versement des aménagements et espaces sécurisés par les accords sociaux acquis dans le dossier rural		Cartographie, logistique de déplacement	15.300€
A.7. Intégration de ces éléments dans le schéma d'aménagement foncier à l'échelle régionale		Cartographie	56.000€

A.8. Suivi et contrôle de mise en valeur des espaces et des aménagements sécurisés	Animation et logistique	12.000€
A.9. Audit et équipement complémentaire des COFODEP en année 1	Rapports (Expertise, formation et financement équipements complémentaires)	300.000€

Résultat 3 : Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées

(= OS2 du PA Programme 12 : Amélioration et valorisation des productions des systèmes pastoraux)

SOUS-RESULTAT RA.3.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
La santé animale est améliorée (RA.2.2. du PA programme 12)	Un document de stratégie est disponible au terme des débats au niveau régional et national <u>Nombre de vétérinaires privés installés (par genre)</u> <u>Taux de couverture vaccinale</u> <u>Nombre d'agents recrutés par genre (auxiliaires d'élevage, agents publics),</u> Nombre d'animaux vaccinés par espèces par SVPP et services publics	Document de capitalisation et de stratégie Rapport de l'opérateur appui SVPP Rapport de la DRE/IA Rapports DRE.IA et CRA	Poursuite de la politique de privatisation des services vétérinaires Volonté des services publics d'évoluer dans leurs nouvelles fonctions de contrôle
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Organisation d'ateliers de capitalisation et d'échanges sur la politique nationale, dans les régions		Rapports (Atelier : animation + logistique)	4.500€
A.2. Soutien aux services publics de santé animale dans leurs fonctions régaliennes		équipement CIB (kits) formation	15.660€
A.3. Sélection et contractualisation avec un opérateur national pour l'accompagnement des SVPP dans les régions		Rapports (Assistance technique/DRE/IA)	0€
A.4. Appui-renforcement des communes et du secteur privé pour le suivi et le développement des services vétérinaires privés de proximité existants		Suivi, appui-conseil ; animation	152.500€
A.5. Appui à l'installation de nouveaux SVPP		Équipement et accompagnement à l'installation	270.000€
A.6. Soutien à l'investissement communal (réalisation de quelques parcs à vaccination après évaluation des infrastructures existantes et de leur utilisation)		Parcs à vaccination (nombre estimé à 30)	138.000€
A.7. Appui logistique et formation pour les services publics de santé animale en vue d'offrir des services de qualité dans les zones non couvertes par les SVP.		Équipement (motos CIB/véhicule)	636.000€
SOUS-RESULTAT RA.3.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Les productions animales sont valorisées (RA.2.5. du PA programme 12)	Un document de capitalisation critique des expériences déjà menées dans le domaine <u>Nombre de projets pour filières animales soumis à financement</u> <u>Nb. d'aires d'abattage équipées pour séchage des cuirs</u>	Document dans chaque région Rapport DREIA	Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration Bon déroulement des

	<u>et peaux.</u> <u>Nb. de marchés à bétail améliorés et gérés avec une forte implication des organisations d'éleveurs et des communes</u>		élections communales et départementales Renforcement de la fiscalité locale au profit des communes et des OPel
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Mener une réflexion et capitalisation avec les organisations d'éleveurs, les communes, les partenaires sur les expériences d'appui à : commercialisation du bétail, aménagement des marchés à bétail et leur gestion, collecte et la transformation du lait, traitement et commercialisation des peaux, transformation des viandes.		3 ateliers régionaux expertise ponctuelle nationale	27.000€
A.2. Recenser les financements prévus sur la région par les différents intervenants (SNV, PRODEX, Programme Conjoint Nations Unies, FIDA...)		Assistance technique/DRE/IA	pm
A.3. Appui conseil, renforcement des structures de gestion mises en place après avoir établi un bilan conjoint avec ces dernières		Assistance technique/DRE/IA	pm
A.4. Organisation de voyages d'échanges avec des OPel et des collectivités ayant mis en place des mécanismes de gestion pertinents dans la région		Logistique voyages d'échange	69.300€
A.5. Etude de faisabilité des initiatives dans une démarche de recherche action sur au moins deux sites par région (filière lait, bétail, aménagement gestion de marché à bétail, cuirs et peaux...)			4.140€
A.6. Financement et suivi de la mise en œuvre d'initiatives recherche-action (aménagement de marchés, magasins de stockage de céréales et d'aliment du bétail sur les marchés à louer par les communes aux éleveurs, collecte et transformation du lait, commercialisation des cuirs et peaux)		Fonds d'investissement initiatives	706.000€
SOUS-RESULTATS RA.3.3	INDICATEURS DE RESULTAT	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré (RA.2.3. du PA programme 12)	Plans de gestion des centres de sélection <u>Nombre de reproducteurs vendus par centre</u> <u>Evolution de la production laitière des éleveurs périurbains</u> Evolution du nombre d'éleveurs utilisateurs des reproducteurs des centres	Plan de gestion par centre Rapport annuel centres Document de suivi des troupeaux utilisateurs de reproducteurs Azawak	Reconnaissance de l'autonomie de gestion des centres Application et soutien à la stratégie élaborée au niveau national
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Financement d'activités prioritaires en vue de préserver les acquis du projet Azawak dans l'esprit de l'approche programme, (six premiers mois de suivi des troupeaux)		Rapports (Financement des moyens de déplacement pour le suivi)	76.000€
A.2. Appui aux centres de Toukounous, Ibécétène, Fako et Maradi pour l'élaboration d'un plan d'action à moyen terme, intégrant la gestion des troupeaux, l'évolution des effectifs et l'équilibre financier		Rapports (Expertise conseil national)	18.000€

PAAPSSP rapport annuel 2011

A.3. Elargissement et soutien au réseau d'éleveurs sélectionneurs en vue d'une participation durable à la sélection et à la diffusion du zébu Azawak	Rapports (Animation par les DRE/IA)	31.196€
A.4. Mise en œuvre à titre pilote du concept de gestion concertée pour le centre de Fako avec une meilleure implication des éleveurs riverains	Rapports (Appui conseil consultation nationale)	3000€
A.5. Identification de petits éleveurs, promoteurs privés périurbains véritablement engagés et concernés par les résultats de l'amélioration génétique et mise en relation avec les centres d'élevage et les éleveurs sélectionneurs	Rapports (Animation DRE/IA et CRA)	25.000€
A.6. Soutien technique et suivi des troupeaux de promoteurs privés porteurs de projet de valorisation de la race Azawak et chèvre rousse (viande, lait, fromage).	Rapports (Animation DRE/IA et CRA)	50.000€
A.7. Renforcement des capacités des différents centres CMB en fonction de résultats à atteindre (formation des agents, infrastructures hydrauliques, moyens de déplacement et fonctionnement)	Rapports (Formation et équipement)	46.900€

7.2 Activités M&E

En avril 2011, une session de formation par la CTB Siège a permis au PAAPSSP de préciser la démarche d'élaboration du système de suivi/évaluation du PAAPSSP.

En juin un atelier a regroupé les principales parties prenantes du PAAPSSP pour, à partir du cadre logique, jeter les bases du système de suivi /évaluation qui doit être harmonisé avec le dispositif de suivi de la SDR et intégrer l'approche GAR.

La SMCL de juillet a autorisé la création d'un poste « suivi/évaluation » au sein du PAAPSSP. Ce poste vise d'une part à renforcer les capacités de planification des parties prenantes, mais aussi de renforcer les capacités de suivi/évaluation et de capitalisation du programme.

La prise de fonction du responsable S&E en décembre, doit permettre au PAAPSSP de disposer au cours du premier trimestre 2012 de son propre système de suivi.

7.3 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

7.4 Bénéficiaires

Les acteurs associés à l'organisation et à la tenue des cadres de concertation reconnaissent l'importance de cette activité, qui facilite la prise en compte des problématiques pastorales dans leurs outils de planification (PCD, PAR, etc.).

Les populations impliquées, à travers l'approche « cash for work », dans l'exécution des pare feux 2011, ont apprécié les revenus générés. Ce type d'approche est reconduit en 2012, notamment pour soulager les populations agro-pastorales des conséquences de la mauvaise saison hivernale.

La préparation conjointe, entre les services vétérinaires publics et privés, de la campagne de vaccination du cheptel renforce la capacité de délivrance des services aux éleveurs.